



**Conseil général
13-14 octobre 2020**

RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC

**RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DÉCEMBRE 2019**

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
MESSAGE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE GESTION	3
1 DONNÉES ESSENTIELLES.....	4
1.1 Rendement des placements	4
1.2 Répartition des actifs	5
1.3 Participants et bénéficiaires en 2019	6
2 RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE GESTION	7
3 EXAMEN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS DU RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC	8
4 SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME	9
5 ENGAGEMENTS ACCUMULÉS DU RÉGIME SUIVANT LES NORMES IPSAS	9
6 ORGANISATION ET STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2019	10
7 COMPTES.....	11
8 VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES	12
OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES	12
Identification des états financiers.....	12
9 ÉTATS FINANCIERS	14
9.1 Lettre d'attestation de la Direction	14
9.2 État n° 1: État des recettes et des dépenses.....	15
9.3 État n° 2: Bilan	16
9.4 Appendice A: Provenance et utilisation des fonds.....	17
9.5 Appendice B: Répartition des dépenses	17
9.6 Appendice C: Aperçu des mandats de placement	18
9.7 Appendice D: Répartition des actifs.....	19
9.8 Appendice E: Rendement des placements.....	20
9.9 Appendice F: Historique du rendement des placements depuis la création du Régime jusqu'au 31 décembre 2019	21
9.10 Appendice G: Taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2019.....	21
9.11 Appendice H: Participation au Régime des pensions	23
9.12 Appendice I: Structure du Régime des pensions de l'OMC	24
9.13 Appendice J: Glossaire	24
ANNEXES.....	27

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE GESTION

Le Comité de gestion du Régime de pensions de l'Organisation mondiale du commerce a le plaisir de présenter au Conseil général ainsi qu'aux participants au Régime et à ses bénéficiaires son rapport annuel 2019, établi conformément à l'article 5 du Statut du Régime des pensions.

Le rapport annuel et l'opinion d'audit externe de cette année sont publiés à une date exceptionnellement tardive – dans l'automne – en raison principalement des restrictions en matière de voyages associées à la pandémie de COVID-19, qui ont empêché les auditeurs externes d'assumer leur rôle dans les délais prévus. Il était espéré qu'ils pourraient achever leurs vérifications par des visites sur place au cours de l'été, mais cela s'est finalement révélé impossible et l'audit a dû être finalisé à distance. Il a été réalisé sans problèmes majeurs, sauf pour ce qui était d'obtenir des renseignements n'existant que dans des dossiers sur papier, ce qui a nécessité des démarches supplémentaires. Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 n'a pas affecté sensiblement les activités du Régime des pensions, pas plus que la capacité du Comité de les gérer en organisant avec succès des réunions à l'aide d'outils de visioconférence. Si la plupart des activités ont eu lieu aux dates prévues, l'évaluation actuarielle triennale complète du Régime des pensions basée sur les données disponibles à la fin de l'année 2019 a toutefois été quelque peu ralentie et ses résultats seront connus plus tard dans l'année.

La propagation de la pandémie de COVID-19 a entraîné de brusques fluctuations sur les marchés financiers depuis février 2020. Heureusement, le portefeuille du Régime des pensions est conçu pour résister à un certain degré d'instabilité. En tant qu'investisseur à long terme, le Régime peut tolérer cette instabilité, et même en tirer profit, grâce à un rééquilibrage opéré par l'achat de nouveaux actifs à de meilleurs prix relatifs. Cependant, on ne peut ignorer les conséquences potentiellement négatives à long terme des effets économiques de la pandémie mondiale. Le Comité et le Secrétariat continuent de surveiller la situation au fur et à mesure de son évolution.

En 2019 – soit l'année couverte par le présent rapport –, les marchés financiers se sont montrés étonnamment solides, comme en témoigne le rendement du portefeuille de placements du Régime à la fin de l'année 2019. La stratégie de placement du Comité de gestion a abouti à un rendement nominal de 12,6% (contre 14,2% pour l'indice de référence). L'inflation suisse étant de 0,2% en 2019, le rendement réel du portefeuille a été de 12,4% pour l'année. Ce taux est nettement supérieur au taux de rendement cible utilisé dans les hypothèses actuarielles mais ce n'est pas une surprise en raison de la volatilité des prix des marchés en 2019. Comme cela est apparu par la suite en 2020, la volatilité des cours telle qu'elle est mesurée par la valeur du portefeuille au 31 décembre de chaque année n'est généralement pas un bon indicateur du potentiel économique sous-jacent des placements. La conjoncture économique actuelle reste difficile pour les investisseurs, et il en sera probablement ainsi pendant encore quelque temps. De plus amples renseignements sur la philosophie de placement du Comité de gestion, ainsi que des détails sur la répartition des actifs, sont donnés dans le rapport et ses annexes.

Les travaux du Comité de gestion en 2019 ont inclus l'adoption d'une politique de gestion des risques pour le Régime ainsi que d'un ensemble révisé de lignes directrices en matière de placements, qui intègre des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans la prise de décisions d'investissement. En outre, le Comité a continué d'axer les activités des groupes de travail sur les possibilités d'investissement dans un contexte de rendements faibles, les questions relatives à l'invalidité et les hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation actuarielle à long terme. Les recommandations de ces groupes de travail ont déjà été mises en œuvre, ou devraient être mises en œuvre en 2020.

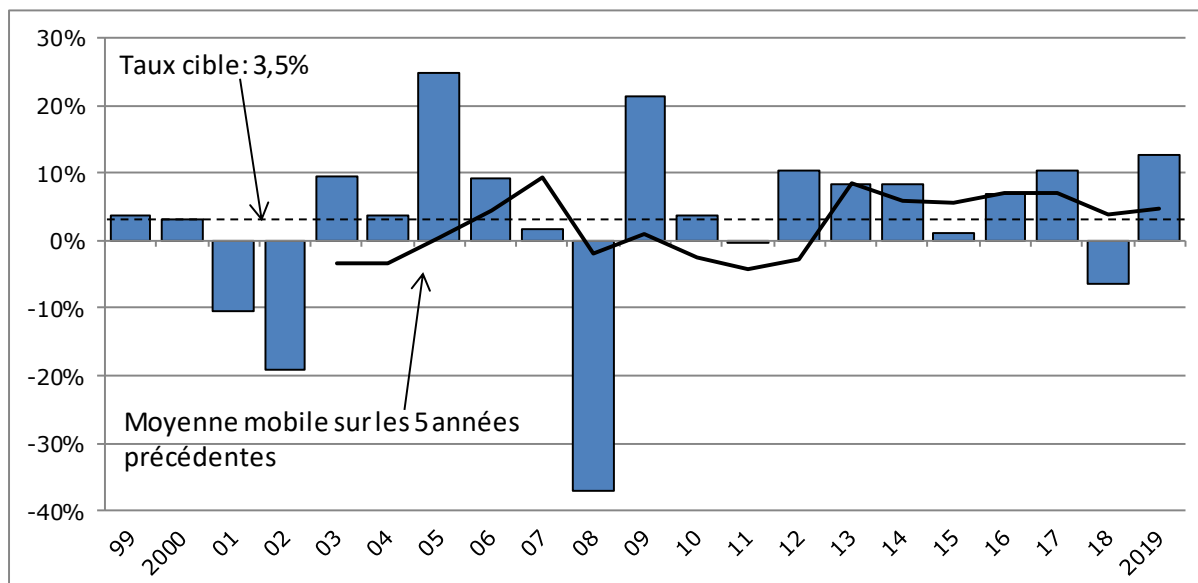
Pour conclure, je tiens à remercier les membres du Comité de gestion pour leur intérêt et pour leurs précieuses contributions aux questions concernant le Régime. Au nom de Comité de gestion, je souhaite remercier les membres du secrétariat du Régime des pensions de l'OMC pour leur soutien et leurs services. Le Comité de gestion et le secrétariat du Régime, qui mettent tout en œuvre pour veiller à la bonne gouvernance permanente du Régime des pensions de l'OMC, ont le plaisir de vous adresser le présent rapport annuel.

Jean-Marc van Dril, Président du Comité de gestion

1 DONNÉES ESSENTIELLES

1.1 Rendement des placements

Figure 1 Historique des rendements hors inflation et frais



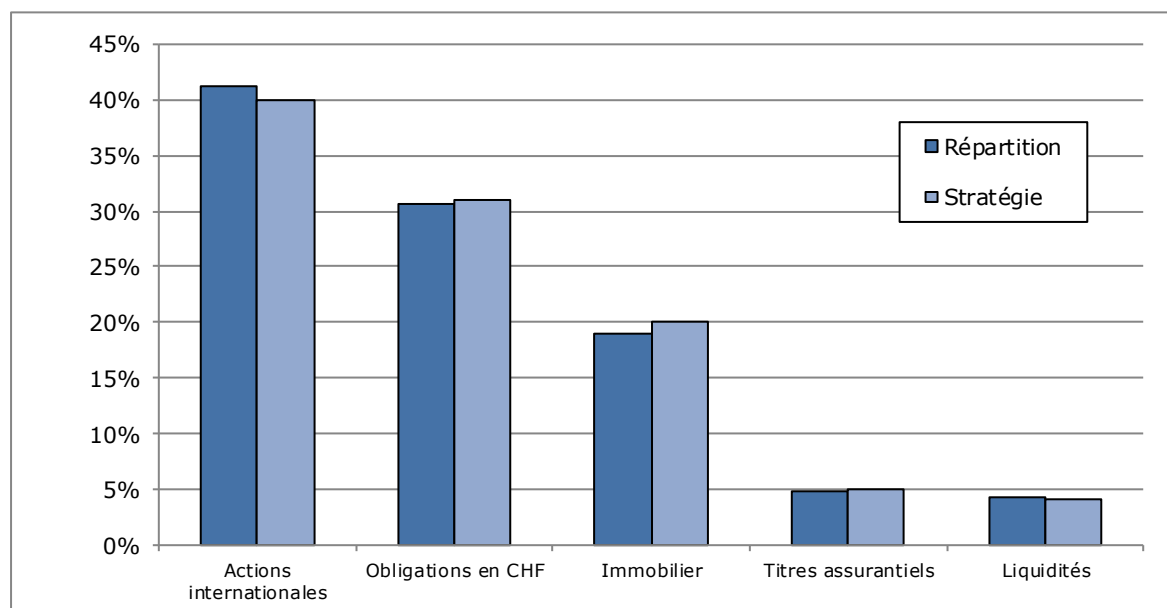
1. Les plus-values découlant des placements du Régime sont dues en définitive au potentiel économique sous-jacent à long terme du portefeuille. À cet égard, le Conseil de gestion se concentre sur le suivi du rendement à long terme du portefeuille par rapport au taux de 3,5%, fixé comme objectif à des fins actuarielles, plus que sur les fluctuations des résultats annuels des placements. De ce point de vue, le rendement des placements en 2019 a entraîné une hausse du rendement annuel moyen des placements sur cinq ans de 4,7%. Généralement, les rendements attendus supérieurs à la moyenne sont bien accueillis mais ces dernières années, les rendements des placements ont été constamment gonflés par des évaluations boursières supérieures au rendement économique réel des actifs sous-jacents. Cela accroît la probabilité d'enregistrer des rendements inférieurs aux objectifs au cours des années à venir.

2. En 2019, le portefeuille du Régime des pensions a obtenu un taux de rendement nominal de 12,6%. L'inflation suisse étant de 0,2% en 2019, le rendement réel du portefeuille a été de 12,4% pour l'année.

Tableau 1 Rendement net des placements

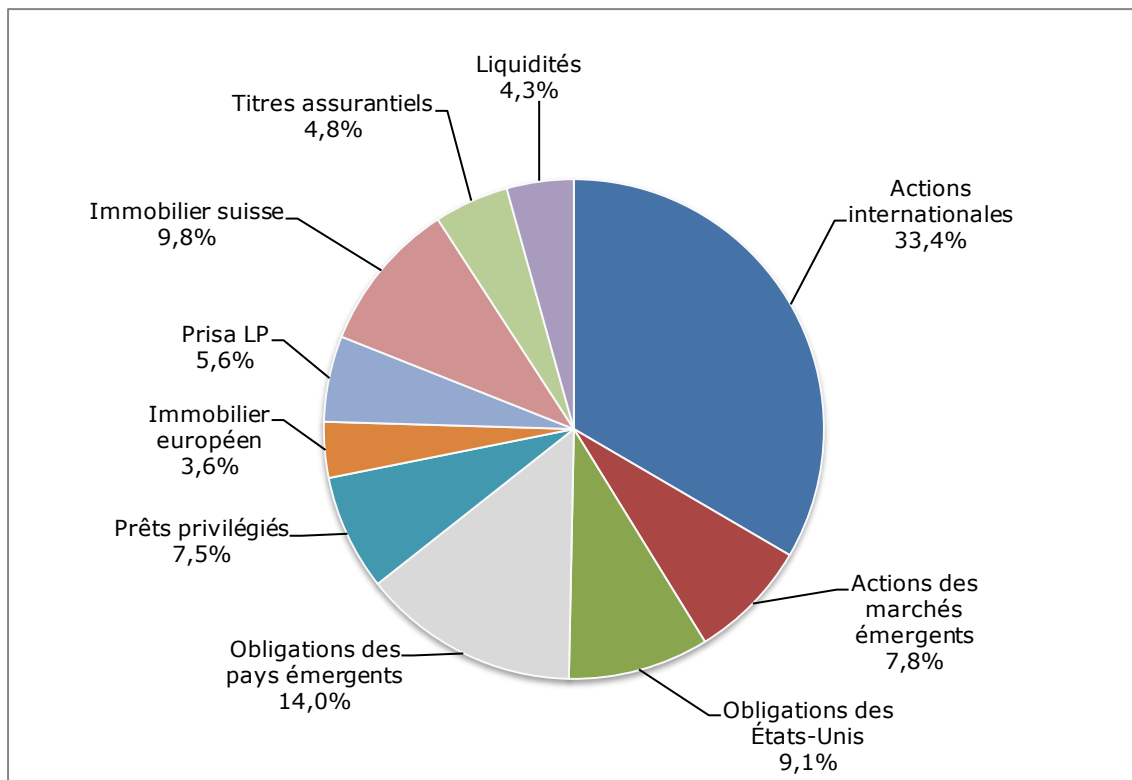
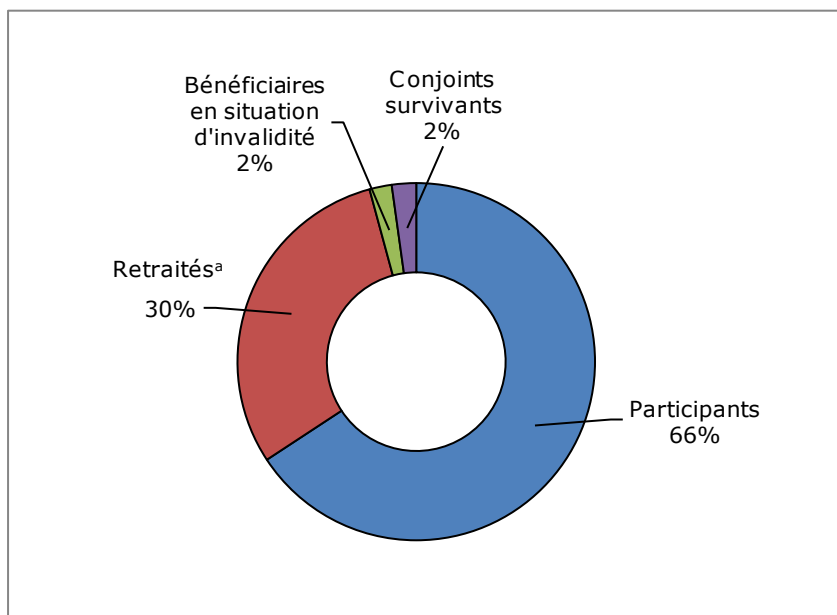
	Nominal	Réel
2017	11,2%	10,4%
2018	-5,8%	-6,5%
2019	12,6%	12,4%

1.2 Répartition des actifs

Figure 2 Répartition des actifs au 31 décembre 2019 – Répartition effective/stratégie

3. Depuis cette année, le portefeuille du Régime inclut une nouvelle catégorie d'actifs, car le Comité de gestion a décidé de réaffecter une partie de son portefeuille d'obligations vers des titres assurantiers pour garantir une plus grande diversification et améliorer le profil risque/rendement (voir section 2 ci-après). Le Régime des pensions de l'OMC rééquilibre son portefeuille pendant le premier trimestre de chaque année en réalignant la répartition de chaque catégorie d'actifs conformément à la stratégie.¹ Ce mécanisme permet de tirer parti de la volatilité des marchés financiers car il consiste à vendre des titres qui sont devenus relativement plus chers et à acheter des actifs qui sont devenus relativement moins chers.

¹ Voir la référence au rééquilibrage figurant dans le glossaire et l'annexe 2 pour plus de renseignements sur cette approche.

Figure 3 Répartition détaillée des actifs en 2019**1.3 Participants et bénéficiaires en 2019****Figure 4 Participation au Régime, par catégorie**

a Y compris les pensions de retraite différée.

4. Le nombre de participants est resté largement stable. Au 31 décembre 2019, il y avait 718 participants, soit une progression par rapport aux 702 participants enregistrés au 31 décembre 2018. Quant au nombre de bénéficiaires, il est passé de 369 à 393 au cours de cette même période.

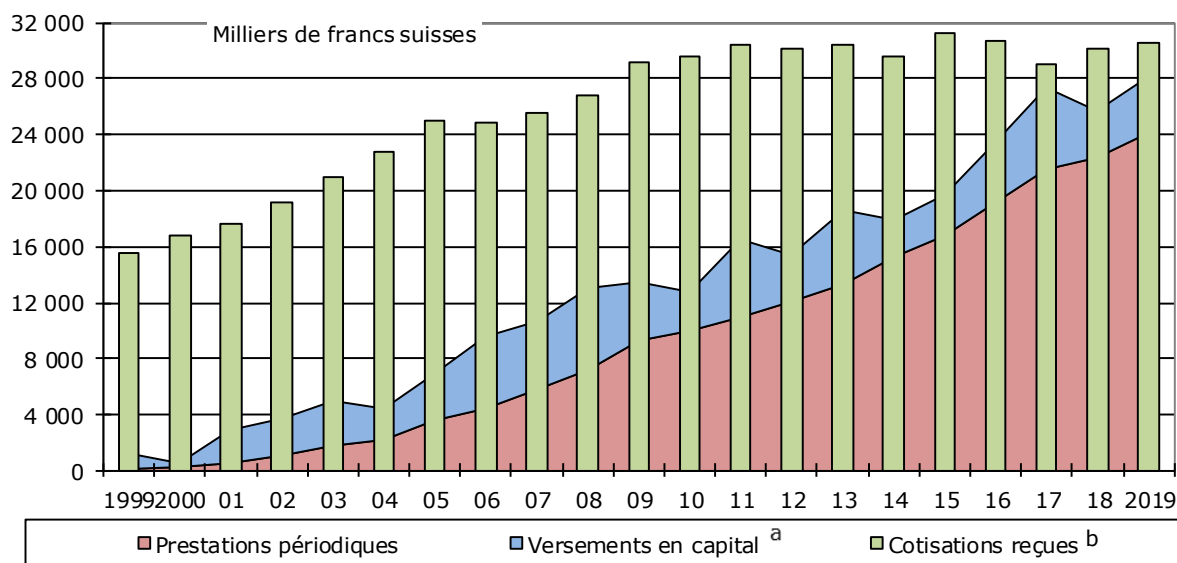
Tableau 2 Participation au Régime

Participation	2018	2019
Nombre de participants	702	718
Nombre de bénéficiaires	369	393

Tableau 3 Types de prestations

Types de prestations	Nombre total		Prestation moyenne mensuelle	
	Année 2018	Année 2019	Année 2018	Année 2019
Pensions de retraite	164	175	6 800 CHF	7 000 CHF
Pensions de retraite anticipée	119	126	4 900 CHF	5 000 CHF
Pensions d'invalidité	23	22	5 500 CHF	5 600 CHF
Pensions de réversion du conjoint survivant	18	24	3 700 CHF	4 000 CHF
Pensions d'enfant	20	19	400 CHF	400 CHF
Pensions de retraite différée	25	27	-	-

5. Le nombre de bénéficiaires augmentant continuellement, le montant des prestations versées chaque année au titre du Régime augmente aussi. En 2019, les prestations périodiques et les versements en capital se sont élevés à 28,3 millions de CHF - soit une hausse de 2,5 millions de CHF par rapport à l'année précédente - mais ils n'ont toutefois pas encore dépassé les contributions reçues (30,6 millions de CHF), comme il était prévu dans l'évaluation actuarielle précédente. Le montant des prestations de retraite dépassera celui des cotisations dans un avenir proche, mais le solde restera positif grâce au rendement des placements.

Figure 5 Cotisations et dépenses au titre des prestations

a Y compris les transferts payés à d'autres organisations.

b Y compris les transferts reçus d'autres organisations.

2 RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE GESTION

6. Le Comité de gestion a tenu cinq réunions en 2019: le 8 février, le 29 avril, le 19 juin, le 18 septembre et le 22 novembre. Aux ordres du jour de toutes ces réunions figuraient, à titre permanent, un exposé de la situation en matière de placements et un rapport du Secrétariat sur les questions soulevées depuis la réunion précédente du Comité. De plus, certains points sont inscrits de manière récurrente à l'ordre du jour du Comité, comme l'approbation du Rapport annuel et des états financiers du Régime en vue de leur présentation au Conseil général, et l'examen de la position actuarielle du Régime.

7. Outre les réunions formelles du Comité, les groupes de travail du Comité de gestion se sont réunis à 12 reprises en 2019. Les groupes de travail ont été très actifs en 2019 – il n'y a eu que 9 réunions en 2018 et 6 en 2017. Quatre réunions ont porté sur les placements (en particulier la gouvernance environnementale et sociale, ainsi que la réaffectation à l'intérieur du portefeuille de placement à revenus fixes), trois sur le handicap et cinq sur les questions actuarielles (axées sur l'examen des hypothèses actuarielles en vue de l'évaluation complète le 31/12/2019).

8. Le Comité a approuvé la politique de gestion des risques ainsi qu'un Registre des risques pour le Régime des pensions de l'OMC, établis par le Groupe de travail de la gouvernance dans le cadre du système de contrôle interne. La politique proprement dite sera réexaminée tous les trois à cinq ans.

9. En consultation avec le conseil juridique et le médecin-conseil, le Comité a adopté une directive administrative sur le partage des conclusions médicales provisoires rassemblées dans le contexte des examens de l'invalidité.

10. Après cinq sessions du Groupe de travail des placements sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance, qui ont débuté en 2018 et qui comprenaient des réunions avec des spécialistes du sujet, le Comité de gestion a adopté un ensemble révisé de lignes directrices en matière de placements proposé par le Groupe de travail; cet ensemble inclut les nouvelles directives environnementales, sociales et de gouvernance envisagées dans la stratégie de placement et le mécanisme de prise de décision d'investissement du Comité.

11. Le Comité a décidé de réaffecter 5% du portefeuille d'obligations de la catégorie investissement couvertes en CHF en obligations catastrophes – un type de titres assurantiels. Ces véhicules de placement sont conformes aux principes du Régime en matière de placements et ils offrent un apport bénéfique au portefeuille compte tenu de leur profil de risque/rendement relativement favorable. Les placements sous forme de titres assurantiels ont été lancés en décembre 2019.

3 EXAMEN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS DU RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC

12. Le rendement nominal du portefeuille de placement a été de 12,6% en 2019, contre 14,2% pour l'indice de référence du Régime des pensions. L'inflation suisse étant de près de 0,2% en 2019, le rendement réel du portefeuille a été de 12,4% pour l'année, soit près de 9% de plus que le taux cible du Régime. Toutes les catégories de placement ont produit des rendements positifs pour l'année.

13. Le portefeuille du Régime a enregistré des rendements annuels nominaux de +5,7% sur les trois dernières années et de +4,7% sur les cinq dernières années. Le rendement sur cinq ans dépasse le rendement cible du Régime (inflation suisse + 3,5%) de 1,1%.

14. En 2019, le portefeuille du Régime a bénéficié d'une baisse des taux et d'une augmentation des valeurs pour tous les types de placements. Les placements en actions, qui représentent 40% dans la répartition cible des avoirs du Régime des pensions, ont affiché un rendement de 22,1%, c'est-à-dire proche de l'indice de référence (22,5%). Les placements à revenu fixe (31% de la répartition cible des avoirs du Régime des pensions) ont rapporté 7,9% en 2019 contre 7,5% pour l'indice de référence du Régime. Les obligations libellées en CHF ont rapporté 3,0% pendant l'année.

15. Suite aux rendements positifs enregistrés en 2019, le rendement proposé aux investisseurs pour les obligations gouvernementales suisses est nettement en dessous de zéro et ne peut garantir que des revenus médiocres à moyen terme. Le portefeuille n'a pas d'exposition à ce type d'actifs. D'une manière générale, les investissements de refuge à revenu fixe devraient offrir des rendements modestes dans le futur, et des rendements faibles, voire négatifs, dans le cas des obligations gouvernementales suisses, la seule exception étant les obligations gouvernementales des États-Unis.

16. Les placements immobiliers représentent 20% de la répartition cible des avoirs. Le rendement de ce segment du portefeuille a été de 5,9% pour l'année. Le Fonds immobilier suisse a eu un rendement de 9,8% en 2019 tandis que l'indice SXI, qui suit le rendement des fonds immobiliers suisses cotés en bourse, a enregistré un rendement de 20,7%. Cette apparente sous-performance

est simplement due au fait que le fonds immobilier suisse du Régime des pensions de l'OMC est moins volatile que son indice de référence car il n'est ouvert qu'aux placements par des fonds de pension. Les fonds immobiliers internationaux, qui incluent les placements du Régime dans le fonds Warburg Henderson, PRISA LP et, depuis décembre 2018, CBRE, ont enregistré un rendement consolidé de +2,1%.

4 SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME

17. Une évaluation actuarielle complète basée sur les données disponibles au 31 décembre 2019 est toujours en cours à l'heure actuelle. Cet exercice a été retardé en raison de la pandémie de COVID-19, et parce qu'il s'agissait d'un processus techniquement plus complexe que les exercices précédents. Après un examen approfondi des hypothèses du modèle et sur la base de l'expérience effectivement acquise au cours des années passées, le Comité de gestion a bien actualisé un certain nombre d'hypothèses clés utilisées dans le modèle. Les résultats de l'évaluation actuarielle seront communiqués plus tard dans l'année. Ils devraient faire état d'une hausse des coûts pour le Régime, principalement due à l'actualisation des hypothèses concernant les rendements futurs des placements, aux changements démographiques et à l'évolution des comportements des participants au Régime.

5 ENGAGEMENTS ACCUMULÉS DU RÉGIME SUIVANT LES NORMES IPSAS

18. Les états financiers de l'OMC comprennent une estimation actuarielle des prestations de retraite qui diffère de l'évaluation actuarielle du Régime des pensions dont il est question dans la section 4 ci-dessus, en ce qui concerne la portée et la méthode. Conformément aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), cette estimation est élaborée afin de présenter un rapport sur les engagements accumulés au titre des prestations dues aux employés au 31 décembre de chaque année, qui incluent principalement les pensions et l'assurance santé après cessation de service.

19. L'estimation IPSAS des engagements relatifs aux pensions représente les engagements hypothétiques de l'Organisation pour couvrir l'ensemble des droits à prestations acquis par ses employés actuels et ses retraités au 31 décembre 2019. Contrairement à l'évaluation actuarielle dont il est question dans la section 4 ci-dessus, elle ne tient pas compte des futures cotisations à recevoir du personnel actuel et futur, et elle utilise une méthodologie différente pour fixer le taux d'actualisation.

20. L'évaluation établie par le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC a pour objet d'évaluer le coût à long terme du Régime. Elle est entièrement réexaminée et actualisée au moins une fois tous les trois ans et elle tient compte de l'acquisition passée et future de droits à pension et est établie sur la base d'un groupe ouvert, à savoir que de nouveaux participants vont adhérer au Régime, remplaçant ceux qui le quittent pour cause de retraite, de décès en cours d'emploi, d'invalidité permanente ou de licenciement. Elle prend aussi en considération la stratégie de placement adoptée par le Régime pour déterminer le taux supposé de rendement à long terme (en vue de fixer le taux d'actualisation).

21. Les écarts dans ces évaluations s'expliquent principalement par la prise en compte de taux d'actualisation différents, de groupes fermés par opposition aux groupes ouverts, et d'hypothèses basées sur les droits déjà acquis par opposition aux droits futurs. Les deux évaluations figurent, avec le bilan, dans l'état n° 2 des états financiers.

6 ORGANISATION ET STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2019

22. Le 26 mars 1999, le Comité de gestion du Régime des pensions a été dûment constitué par le Conseil général, conformément aux dispositions de l'article 4 du Statut.

23. Le Statut et le Règlement administratif du Régime des pensions de l'OMC ont été adoptés par le Conseil général le 16 octobre 1998 (WT/L/282). Le Conseil général a approuvé le Règlement intérieur du Comité de gestion le 8 mai 2001 (WT/L/402). Le Statut du Régime a été modifié par le Conseil général les 1^{er} décembre 2005, 28 juillet 2009, 26 octobre 2011, 30 novembre 2015 et 26 juillet 2017. Le Règlement administratif a été modifié par le Comité de gestion le 23 septembre 2005 et le 7 décembre 2016, et le Règlement intérieur a été modifié le 7 décembre 2016.

24. Au 31 décembre 2019, la structure de gouvernance et la structure administrative du Régime des pensions se présentaient schématiquement comme suit.

M. Robert Prochazka, Président			
M. Rob Cook	Membres élus par le Conseil général	Mme Antonia Carzaniga	Membres désignés par le Directeur général
Mme Alicia Goujon		M. Christian Dahoui	
Mme Kelly K. Milton		M. Rainer Lanz	
Mme Darija Sinjeri		M. Thomas Verbeet	
M. Faisal Al-Nabhani	Suppléants élus par le Conseil général	Mme Kerry Allbeury	Suppléants désignés par le Directeur général
M. Jean-Marc van Dril		Mme Laura Monnet	
Mme Paula Chiung-Fang Hsu		Mme Nthisana Phillips	
M. Rodolfo Rivas		Mme Zheng Wang	
M. Robert Luther	Observateur au nom des bénéficiaires		
M. Paul Rolian	Observateur suppléant au nom des bénéficiaires		

Secrétariat	John Breckenridge, Secrétaire Yann Marcus, Administrateur chargé des pensions Corine Becker, Spécialiste des pensions Dário Muhamudo, Spécialiste des pensions
Services d'appui externalisés	Tranon S.A.
Actuaire-conseil	Cameron Hannah (Mercer HR Consulting S.A.)
Médecin-conseil	Centre d'expertise médicale de Lancy (CEML)
Analyste financier/conseiller en placement	MBS Capital Advice S.A.
Dépositaire central des avoirs	The Northern Trust Company Pictet Asset Services
Gestionnaires de fonds	Babson Capital (portefeuille de prêts privilégiés couvert en CHF) Blackrock (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) Crédit suisse (portefeuille immobilier suisse et portefeuille de prêts privilégiés couvert en CHF) GMO (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) MFS (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) NN (portefeuille de prêts privilégiés couvert en CHF) Pictet (portefeuilles d'actions (actions internationales et marchés émergents) Prisa LP (portefeuille immobilier des États-Unis) Vanguard (obligations gouvernementales en USD) Warburg Henderson (portefeuille immobilier européen) CBRE (portefeuille immobilier européen) Scor (titres assurantiers) Gam (titres assurantiers)
Vérificateur extérieur des comptes	Bundesrechnungshof Institution de contrôle suprême de l'Allemagne

7 COMPTES

25. Les états financiers et appendices sont reproduits dans la section 9 du présent rapport. Les notes relatives aux états financiers figurent dans l'annexe 1 et donnent d'importantes explications additionnelles sur les comptes. Ces notes sont essentielles pour comprendre les comptes et la position financière du Régime.

26. L'état des recettes et des dépenses pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 est reproduit dans l'état n° 1.

27. Le bilan au 31 décembre 2019 est reproduit dans l'état n° 2.

28. La provenance et l'utilisation des fonds au cours de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 sont indiquées dans l'appendice A.

29. Les taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2019 et la répartition par monnaie au 31 décembre 2019, après couverture, sont indiqués en détail dans l'appendice G.

30. On trouvera dans l'appendice J un glossaire permettant de mieux comprendre les tableaux.

31. Les notes figurant dans l'annexe 1 donnent des explications sur les faits importants qui ont marqué les comptes de 2019.

8 VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES

32. Le rapport du vérificateur extérieur des comptes du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est établi de façon distincte du rapport annuel.

OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES

Identification des états financiers

J'ai vérifié les états financiers du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui comprennent:

- l'état des recettes et des dépenses;
- le compte d'excédent;
- le bilan; et
- les notes explicatives et annexes.

J'ai effectué les vérifications à distance en raison de la situation liée à la COVID-19.

Fondement de l'opinion exprimée

J'ai effectué mes vérifications conformément aux normes internationales d'audit (ISA) adoptées et développées par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), et publiées en tant que normes internationales des institutions supérieures de contrôle (ISSAI). Comme ces normes l'exigent, j'ai préparé et effectué les vérifications de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative.

Je suis indépendant du Régime des pensions de l'OMC, conformément aux règles de déontologie applicables dans le cadre de mes vérifications, et j'ai rempli toutes les autres obligations déontologiques découlant de ces règles.

Je crois que les éléments de preuve que j'ai recueillis sont suffisants et appropriés pour constituer la base de mon opinion.

Responsabilité du Comité de gestion

Conformément au Règlement et au Statut du Régime des pensions, le Comité de gestion est chargé d'établir les états financiers et de les présenter conformément aux normes IPSAS, et de procéder aux contrôles internes que le Comité de gestion juge nécessaires pour permettre d'établir des états financiers ne comportant pas d'inexactitude significative, qu'elle soit due à une fraude ou à une erreur.

Responsabilités du vérificateur

Mes objectifs consistent à obtenir l'assurance raisonnable que, dans l'ensemble, les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative, qu'elle soit due à une fraude ou à une erreur, et à publier un rapport incluant mon opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais pas une garantie que des vérifications effectuées conformément aux normes internationales d'audit permettront toujours de détecter toutes les inexactitudes significatives. Les inexactitudes peuvent découler d'une fraude ou d'une erreur et sont jugées significatives si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées ensemble ou séparément, elles influencent les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des présents états financiers.

Lorsque j'effectue des vérifications conformément aux normes internationales d'audit, j'exerce mon jugement professionnel et j'applique le principe du scepticisme professionnel tout au long du processus.

Je m'attache également à:

- identifier et évaluer les risques d'inexactitude significative dans les états financiers, que l'inexactitude soit due à une fraude ou à une erreur, élaborer et appliquer des procédures de vérification répondant à ces risques, ainsi que recueillir des éléments de preuve qui soient suffisants et appropriés pour former la base de notre opinion. Le risque de ne pas

détecter une inexactitude significative est plus élevé lorsque l'inexactitude en question est due à une fraude que lorsqu'elle est due à une erreur car une fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions volontaires, des déclarations trompeuses ou la dérogation à un contrôle interne;

- comprendre le mécanisme de contrôle interne pertinent dans le cadre de la vérification afin de concevoir des procédures de vérification qui soient adaptées aux circonstances, mais qui ne servent pas à exprimer une opinion sur l'efficacité du mécanisme de contrôle interne du Régime des pensions de l'OMC;
- évaluer le caractère approprié des politiques comptables sous-jacentes et le caractère raisonnable des estimations comptables et des divulgations connexes faites par la direction; et à
- évaluer la présentation, la structure et la teneur globale des états financiers, y compris les pièces explicatives, et déterminer si ces états rendent fidèlement compte des transactions et événements sous-jacents.

Mon équipe a communiqué avec les responsables de la gouvernance au sujet des intentions en termes de portée et de calendrier concernant les vérifications et les principales constatations, y compris les éventuelles déficiences importantes du mécanisme de contrôle interne identifiées au cours de nos vérifications.

Opinion

Les résultats de mes vérifications m'amènent à considérer que les états financiers rendent fidèlement compte, dans tous ses aspects essentiels, de la situation financière au 31 décembre 2019, qu'ils ont été établis conformément aux principes comptables déclarés du Régime des pensions de l'OMC et que les opérations effectuées étaient conformes au Statut et au Règlement intérieur du Régime des pensions.

J'ai formulé une opinion sans réserve concernant les états financiers du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Référence

J'ai également établi un rapport détaillé sur les états financiers du Régime des pensions de l'OMC.

Kay Scheller
Président de la Bundesrechnungshof
Institution de contrôle suprême de l'Allemagne
Vérificateur extérieur des comptes

Bonn, le 7 septembre 2020

9 ÉTATS FINANCIERS

9.1 Lettre d'attestation de la Direction

33. Le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC est responsable des présents états financiers, qui ont été établis conformément au Statut et aux Règlements du Régime. Les renseignements financiers divulgués dans le présent rapport visent à donner une image fidèle des résultats financiers du Régime d'une manière complète et compréhensible.

34. Le Comité de gestion est chargé d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat sur l'élaboration de rapports financiers de façon à donner des assurances raisonnables de la fiabilité de ces états financiers en vue de leur usage externe. Cela comprend des politiques et procédures qui 1) prévoient la tenue de registres rendant compte avec exactitude et fidélité des transactions de l'Organisation, 2) donnent l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées et enregistrées conformément au Statut et aux Règlements du Régime et 3) donnent des assurances raisonnables quant à la prévention ou la détection rapide de l'acquisition, de l'utilisation ou de l'aliénation non autorisées d'actifs du Régime. Cependant, en raison des limitations propres au contrôle interne de l'établissement des rapports financiers, il est possible que ces contrôles ne permettent pas d'empêcher ni de détecter toutes les déclarations erronées.

35. Sur la base de ce qui précède, le Comité de gestion a conclu que les présents états financiers donnaient une image fidèle de la situation et des résultats financiers du Régime au 31 décembre 2019.

Jean-Marc van Dril

Président

Comité de gestion du Régime
des pensions de l'OMC

John Breckenridge

Secrétaire

Régime des pensions de l'OMC

9.2 État n° 1: État des recettes et des dépenses

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES (francs suisses)		
	2019	2018
Recettes		
Revenu des placements		
Bénéfices sur titres	71 915 993	-
	71 915 993	-
Cotisations		
Organisation, cotisations régulières	19 360 684	19 151 092
Organisation, cotisations additionnelles	1 543 138	-
Participants, cotisations régulières	9 680 348	9 575 550
Intérêts sur les validations	345	199
Restitutions	11 887	20 440
Transferts d'autres organisations	13 094	1 200 307
Intérêts sur les transferts	-	165 275
	30 609 496	30 112 863
Demandes de remboursement au titre de l'assurance décès et invalidité	322 259	715 763
Recettes totales	102 847 748	30 828 626
Dépenses		
Prestations périodiques		
Pension de retraite (article 23)	14 179 112	13 068 481
Pension de retraite anticipée (article 24)	7 481 849	6 977 591
Pension d'invalidité (article 28)	1 512 441	1 457 736
Pension de réversion du conjoint survivant (article 29)	939 585	747 439
Pension d'enfant (article 30)	100 430	93 335
	24 213 417	22 344 582
Prestations en capital		
Versement de départ au titre de la liquidation des droits (article 26)	291 684	781 336
Conversion (articles 23 c), 24 d) et 25 c))	3 751 593	2 374 496
Transferts à d'autres organisations	-	224 143
Intérêts sur les transferts	-	17 219
	4 043 277	3 397 194
Couverture des risques de décès et d'invalidité	992 115	983 800
Pertes sur placements		
Pertes sur titres	-	34 194 746
Réévaluation monétaire	133 446	268 024
Intérêts négatifs sur le crédit	104 237	96 631
	237 683	34 559 401
Frais de placement et autres frais administratifs		
Frais de gestion	492 175	442 732
Trianon et autres frais administratifs	208 134	199 780
Frais de consultation	120 000	120 000
Frais actuariels	53 000	30 000
Frais juridiques	-	19 276
Frais bancaires	24 499	24 492
	897 808	836 280
Dépenses totales	30 384 300	62 121 257
Profit/pertes (-) pour la période	72 463 448	-31 292 631

9.3 État n° 2: Bilan

Bilan (francs suisses)					
Avoirs	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018	Engagements	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Placements			Engagements à court terme		
Valeurs mobilières	606 736 638	540 464 930	Charges à payer	175 837	160 825
Liquidités et quasi-liquidités ^a	27 509 141	23 035 085		175 837	160 825
	634 245 779	563 500 015	Capital		
Actifs à court terme			Capital au 1 ^{er} janvier	564 686 611	595 979 242
Impôts à la source récupérables	2 498 785	1 084 854	Profit/pertes (-)	72 463 448	-31 292 631
Recettes échues	322 337	262 567		637 150 059	564 686 611
Cotisations additionnelles à recevoir	258 995	-			
	3 080 117	1 347 421			
Total des avoirs	637 325 896	564 847 436	Total des engagements	637 325 896	564 847 436

a Les liquidités et quasi-liquidités comprennent les liquidités en banque et les liquidités sur les comptes de placement détenus auprès des banques dépositaires, soit des montants de 22 297 813 CHF et 5 211 329 CHF, respectivement. Les liquidités détenues sur des comptes de placement pendant de longues périodes sont normalement sans importance. Cependant, depuis 2019, le Régime a commencé à utiliser des comptes de placement pour protéger la trésorerie contre les intérêts négatifs.

36. Veuillez noter que ce bilan n'indique ni la valeur actuelle des prestations futures (les engagements au titre des pensions) au passif, ni les cotisations futures capitalisées à l'actif. Dans les états financiers de l'OMC, les engagements au titre des pensions sont estimés à 1 287 millions de CHF conformément aux normes comptables IPSAS. Si l'on déduit de ce montant la valeur des avoirs du Régime des pensions, soit 637 millions de CHF, on obtient un passif net estimé pour prestations dues aux employés de 650 millions de CHF. Cette valeur nette représente les engagements hypothétiques de l'Organisation pour couvrir l'ensemble des droits à prestations acquis par ses employés actuels et ses retraités au 31 décembre 2019. Elle ne correspond pas à l'évaluation à long terme utilisée pour gérer le Régime, principalement parce qu'elle ne tient pas compte des futures cotisations à recevoir du personnel actuel et futur, et utilise une méthodologie différente pour fixer le taux d'actualisation.

37. À l'inverse, le modèle actuariel utilisé pour gérer le Régime conformément à l'article 9 du Statut prend en compte les cotisations et les prestations futures pour un groupe ouvert de participants, ainsi qu'un taux de rendement réel prévu fondé sur le rendement prévu pour la répartition stratégique du portefeuille (voir appendice D). Il vise à établir des estimations optimales, quoique provisoires, des futurs prestations, cotisations au régime et rendements des placements. Ainsi qu'il est indiqué dans la section 4 du Rapport annuel, le Comité de gestion a procédé à une révision approfondie des hypothèses du modèle pour estimer la valeur actuelle des prestations futures aux fins de l'évaluation actuarielle complète de 2019. L'analyse est toujours en cours et devrait présenter une hausse des coûts pour le régime, due à l'actualisation des hypothèses concernant les futurs rendements des placements, les changements démographiques et l'évolution des comportements des participants au Régime. Les résultats définitifs ne sont pas encore disponibles et seront communiqués ultérieurement au cours de l'année.

9.4 Appendice A: Provenance et utilisation des fonds

Provenance et utilisation des fonds (francs suisses)		
	2019	2018
Fonds au 1^{er} janvier	564 847 436	596 165 379
Plus:		
Source		
Cotisations	30 609 496	30 112 863
Revenu des placements	71 678 310	-
Remboursements des demandes d'indemnités au titre de l'assurance décès et invalidité	322 259	715 763
Augmentation des engagements à court terme	15 012	-
Total	102 625 077	30 828 626
Moins:		
Utilisation		
Pertes sur placements	-	34 559 401
Règlements de prestations	28 256 694	25 741 776
Couverture des risques de décès et d'invalidité des participants	992 115	983 800
Frais de placement et autres frais administratifs	897 808	836 280
Réduction des engagements à court terme	-	25 312
Total	30 146 617	62 146 569
Fonds au 31 décembre	637 325 896	564 847 436

9.5 Appendice B: Répartition des dépenses

Dépenses (francs suisses)		
	2019	2018
<u>Frais de gestion des placements</u>		
Crédit Suisse – Fonds immobiliers suisses	-	732
MFS	172 372	161 031
Northern Trust	44 964	47 423
Pictet – Obligations des marchés émergents	56 355	58 232
Pictet – Actions des marchés émergents	30 975	31 038
Pictet – Actions internationales	166 669	126 830
Pictet – Prêts privilégiés	9 754	11 444
Pictet – Fonds immobiliers	10 364	6 001
Pictet – Titres assurantiers	722	-
Total	492 175	442 732
<u>Frais de consultation</u>		
MBS Capital Advice	120 000	120 000
<u>Frais actuariels</u>		
Mercer	53 000	30 000
<u>Frais juridiques</u>		
Akin Gump	-	19 276
<u>Frais administratifs</u>		
Trianon et autres frais administratifs	208 134	199 780
<u>Autres dépenses</u>		
(frais bancaires et frais de vérification extérieure)	24 499	24 492
Total	897 808	836 280

Note: Les frais de gestion des placements dans des fonds communs sont souvent inclus dans la valeur déclarée des avoirs. Ils ne sont pas présentés séparément dans l'état des dépenses et se montent à 1 225 831 pour 2019.

Les coûts du secrétariat du Régime des pensions sont pris en charge par l'OMC et ne sont pas indiqués dans les états financiers du Régime des pensions (voir le paragraphe 9 de l'annexe 1).

9.6 Appendice C: Aperçu des mandats de placement

Aperçu des mandats de placement						
Type d'actif	Gestionnaire de fonds	Indice de référence	Erreur de poursuite <i>ex-ante</i>	Début	Lieu	Site Web
Actions internationales	Pictet & Cie	40% MSCI Europe, 40% MSCI North America, 20% MSCI Pacific	Indexé	Janvier 2011	Genève, Suisse	pictet.com
Actions des marchés émergents	Pictet & Cie	MSCI Emerging Markets Free	Indexé	Mai 2016	Genève, Suisse	pictet.com
Obligations de la catégorie investissement en USD	Vanguard	Barc.US 5-10 Y Gov/Cdt	Indexé	Mai 2015	Valley Forge, États-Unis	Vanguard.com
Obligations des marchés émergents	BlackRock	JP Morgan EMBI couvert en CHF	Indexé	Janvier 2016	New York, États-Unis	blackrock.com
Obligations des marchés émergents	MFS	JP Morgan EMBI couvert en CHF	2%-3%	Janvier 2011	Boston, États-Unis	mfs.com
Obligations des marchés émergents	GMO	JP Morgan EMBI couvert en CHF	3%-5%	Janvier 2011	Boston, États-Unis	gmo.com
Prêts privilégiés	Barings	CS Loans index couvert en CHF	3%-5%	Octobre 2012	New York, États-Unis	babsoncapital.com
Prêts privilégiés	Crédit Suisse	CS Loans index couvert en CHF	2%-4%	Octobre 2012	New York, États-Unis	credit-suisse.com
Prêts privilégiés	NN	CS Loans index couvert en CHF	2%-4%	Octobre 2012	Phoenix, États-Unis	Inginvestment.com
Fonds immobiliers des États-Unis	PRISA LP	NCREIF Fund Index ODCE	-	Février 2015	Madison, États-Unis	pramericarei.com
Fonds immobiliers européens	Warburg Henderson	6,5% p.a.	-	Décembre 2006	Hambourg, Allemagne	warburg-henderson.com
Fonds immobiliers européens	CBRE	-	-	Décembre 2018	Londres, Royaume-Uni	cbre.com
Fonds immobiliers suisses	Crédit Suisse	SXI Real Estate Fund Index	-	Novembre 2008	Zürich, Suisse	credit-suisse.com
Titres assurantiels	Scor	Swiss Re Global CAT bond Hedged CHF	-	Décembre 2019	Paris, France	scor.com
Titres assurantiels	Gam	Swiss Re Global CAT bond Hedged CHF	-	Décembre 2019	Connecticut, États-Unis	gam.com/fr/managers/fermat-capital-management

9.7 Appendice D: Répartition des actifs

Répartition des actifs au 31 décembre 2019				
Actifs	Millions de CHF	Part actuelle	Stratégie	Écart par rapport à la stratégie
Actions internationales	261,4	41,2%	40,0%	1,2%
Marchés développés	212,0	33,4%	32,0%	1,4%
Marchés émergents	49,4	7,8%	8,0%	-0,2%
Obligations en CHF^a	194,4	30,6%	31,0%	-0,4%
Obligations de la catégorie investissement en USD	57,8	9,1%	9,0%	0,1%
Obligations des pays émergents	89,0	14,0%	14,0%	0,0%
Prêts privilégiés ^b	47,6	7,5%	8,0%	-0,5%
Immobilier	120,4	19,0%	20,0%	-1,0%
Fonds immobiliers européens	22,9	3,6%	5,0%	-1,4%
Fonds immobiliers des États-Unis	35,2	5,6%	5,0%	0,6%
Fonds immobiliers suisses	62,3	9,8%	10,0%	-0,2%
Autres placements	30,6	4,8%	5,0%	-0,2%
Titres assurantiels ^a	30,6	4,8%	5,0%	-0,2%
Liquidités	27,5	4,3%	4,0%	0,3%
Total	634,2			

Note: Les totaux ne coïncident pas toujours exactement car les chiffres ont été arrondis.

a Couvertes en CHF. Le régime assure une couverture de 80% des obligations étrangères et des placements en titres assurantiels renouvelés sur une base trimestrielle, qui se chiffraient à 143,1 millions de CHF à la fin de 2019.

b Les prêts privilégiés sont des instruments à revenu fixe à taux variable destinés à des emprunteurs de moindre qualité, qui ont priorité de rang dans la structure du capital des sociétés émettrices et sont garantis par les avoirs de la société qui emprunte.

9.8 Appendice E: Rendement des placements

Rendement des placements au 31 décembre 2019 (en termes nominaux)					
	Sur 1 an p.a.	Sur 3 ans p.a.	Depuis la création p.a.	EP ^a	RI ^b
TOTAL					
Titres consolidés	12,6%	5,7%	5,4%^c	0,87%	-0,88
<i>Valeur ajoutée</i>	-1,6%	-0,7%	-0,1%		
ACTIONS					
Actions consolidées	22,1%	10,1%	8,2%^c	0,17%	-1,42
<i>Valeur ajoutée</i>	-0,4%	-0,2%	0,4%		
Marchés développés	23,7%				
<i>Valeur ajoutée</i>	-0,3%				
Marchés émergents	15,6%				
<i>Valeur ajoutée</i>	-0,7%				
TITRES À REVENU FIXE^d					
Titres à revenu fixe consolidés^e	7,9%	2,3%	3,3%^c	1,16%	0,10
<i>Valeur ajoutée</i>	0,4%	0,1%	0,2%		
Obligations des pays émergents	10,9%				
<i>Valeur ajoutée</i>	-0,3%				
Prêts privilégiés	3,8%				
<i>Valeur ajoutée</i>	-1,2%				
Obligations de la catégorie investissement en USD^f	6,8%				
<i>Valeur ajoutée</i>	-0,3%				
IMMOBILIER					
Placements immobiliers consolidés	5,9%	3,8%	4,4%^g	---	---
<i>Valeur ajoutée^h</i>					
Warburg Henderson	-0,9%	8,1%	5,0%ⁱ	---	---
<i>Valeur ajoutée^h</i>					
CBRE	2,2%				
<i>Valeur ajoutée^h</i>					
Prisaⁱ	3,2%	4,6%	6,3%	---	---
<i>Valeur ajoutée^k</i>	-0,3%	-0,8%	-3,5%		
Crédit Suisse	9,8%	1,0%	4,3%^l	---	---
<i>Valeur ajoutée^m</i>	-10,9%	-5,8%	-1,9%		
AUTRES PLACEMENTS^d					
Titres assurantiersⁿ	-0,5%				
<i>Valeur ajoutée</i>	-0,7%				

Note: Les rendements sont présentés nets de frais et de coûts. Les rendements consolidés sont calculés en tenant compte des véhicules de placement précédents, qui ont été liquidés avant l'établissement du présent rapport et ne sont pas indiqués séparément dans le tableau.

a EP = erreur de poursuite sur 3 ans.

b RI = ratio d'information sur 3 ans.

c Création en août 1999.

d Conformément aux principes du Régime en matière de placements, le Régime réduit au minimum le risque de change de ses placements à revenu fixe et en titres assurantiers en investissant dans des instruments libellés en francs suisses ou en couvrant des placements libellés dans des monnaies autres que le franc suisse. Dans ce dernier cas, les gains, pertes et coûts des instruments de couverture sont incorporés dans le rendement de la catégorie d'actifs concernée, ce qui est compatible avec le fait que l'objectif de rendement attendu de ces instruments est pris en compte en CHF lors de la prise de décision concernant le placement. Par exemple, en 2019, le portefeuille consolidé de produits à revenu fixe du Régime est revenu à 9,7% avant les opérations de couverture entreprises par le Secrétariat à titre de protection contre le risque de change. Les instruments de couverture couvrant ces placements contre la volatilité des monnaies ont abaissé ce rendement à 7,9%, présenté dans ce tableau comme le rendement annuel net de la catégorie d'actifs correspondante. Ce résultat est meilleur que celui qui aurait été obtenu si le Régime avait plutôt investi dans des obligations suisses (SBI AAA-BBB), soit 3,0% en 2019.

e Outre le rendement des obligations, le rendement des titres à revenu fixe consolidés inclut les intérêts versés sur les liquidités du Régime.

f Création en juin 2015.

g Création en février 2005.

h Il n'y a pas d'indice de référence formel pour ce placement.

i Création en décembre 2006.

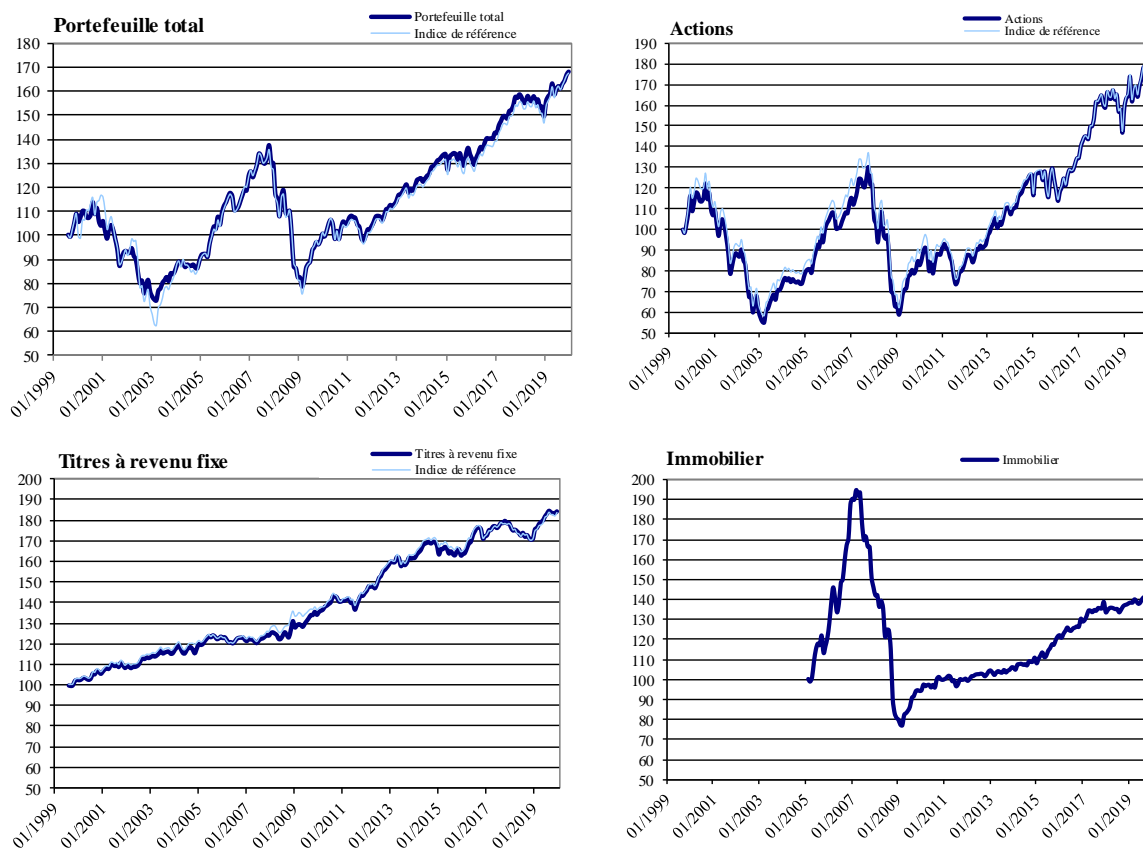
j Le premier placement a été fait au premier trimestre de 2015.

k Indice de référence: NCREIF Fund Index.

l Création en novembre 2008.

m Indice de référence: SXI Real Estate Funds Index.
n Création en décembre 2019.

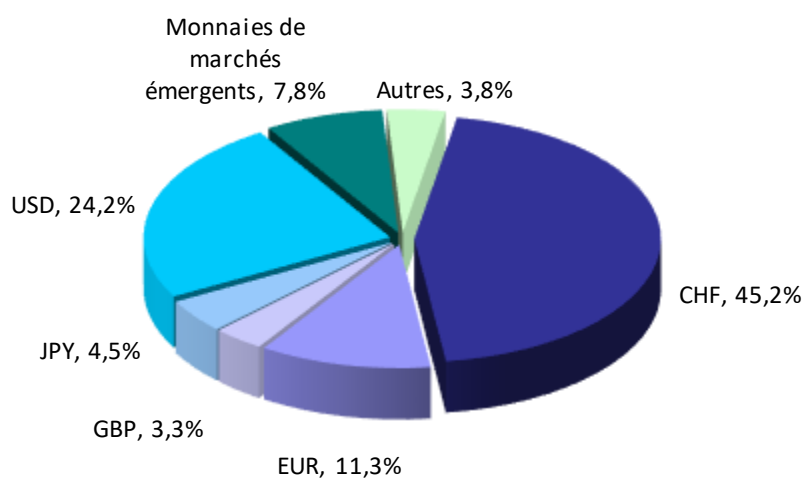
9.9 Appendice F: Historique du rendement des placements depuis la création du Régime jusqu'au 31 décembre 2019



9.10 Appendice G: Taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2019

Monnaie	Taux de change
CHF pour 1 EUR	1,0870
CHF pour 1 USD	0,9684
CHF pour 1 JPY ^a	0,0089
CHF pour 1 GBP	1,2828

a JPY pour 1 CHF: 112,2270.

Figure 6 : Répartition par monnaie au 31 décembre 2019, après couverture

9.11 Appendice H: Participation au Régime des pensions

Les tableaux ci-après montrent l'évolution du nombre de participants et de bénéficiaires du Régime des pensions en 2019.

Nombre de participants et de bénéficiaires au 31 décembre 2019

	2018	2019
Membres actifs	702	718
Bénéficiaires	369	393

Participants au Régime des pensions en 2019

Total au 31 décembre 2018	702
Changements en 2019	
- Adhésions	104
- dont réaffiliations conformément aux dispositions de l'article 15 b) du Statut	25
- Sorties	88
Total au 31 décembre 2019	718
Ventilation des sorties en 2019	
- retraite	13
- retraite anticipée	7
- retraite différée	4
- Versement de départ au titre de la liquidation des droits	21
- transfert	0
- Ajournement de la décision	42
- décès	1
- invalidité	0
Total des sorties	88

Prestations versées par le Régime des pensions

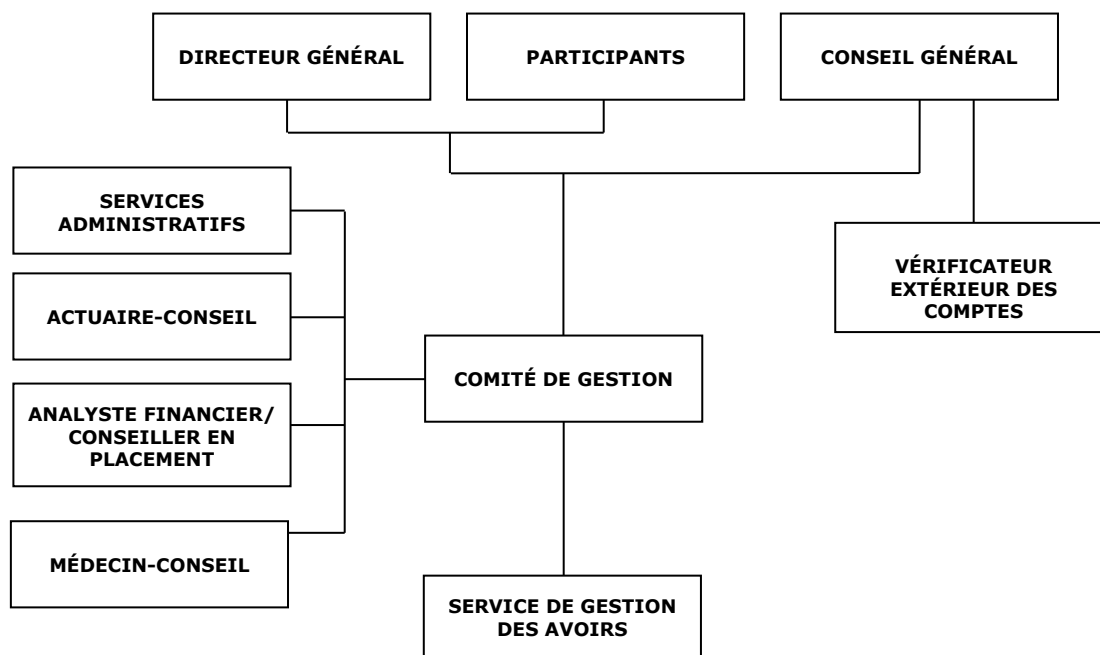
Type de prestation	Au 31 décembre 2018	Nouvelles prestations en 2019	Prestations ayant pris fin en 2019	Au 31 décembre 2019
Retraite ^a	164	13	-2	175
Retraite anticipée ^b	119	9	-2	126
Retraite différée ^c	25	4	-2	27
Pension de réversion du conjoint survivant	18	6	0	24
Pension d'invalidité partielle/totale	23	0	-1	22
Pension d'enfant	20	2	-3	19
Total des prestations	369	34	-10	393

a Y compris les prestations différées qui ont commencé à être versées, le cas échéant.

b Y compris deux prestations différées qui ont commencé à être versées en 2019.

c Inclut seulement les retraites différées qui ne sont pas en cours de versement, pour les anciens fonctionnaires qui ont fait ce choix après la cessation de leurs fonctions et ceux qui ont fait le choix plus tard, après avoir initialement différé leur décision. Les retraites différées en cours de versement sont classées comme retraite ou retraite anticipée.

9.12 Appendice I: Structure du Régime des pensions de l'OMC



9.13 Appendice J: Glossaire

Bénéfices/pertes sur titres: résultat:

- des gains/pertes de capital sur les titres;
- des bénéfices découlant de la distribution de dividendes et des intérêts reçus sur les placements; et
- de la réévaluation des titres au prix du marché au 31 décembre (bénéfices ou pertes non réalisés).

Charges à payer: dépenses engagées sans être payées au cours de l'exercice.

Conversion: pension de retraite, pension de retraite anticipée ou pension de retraite différée convertie à la demande du participant en une somme en capital ne dépassant pas la moitié de l'équivalent actuariel de la pension ou le montant des propres cotisations du participant, le plus élevé des deux montants étant retenu.

Cotisations: sommes payables pour restitution, validation et prestations, conformément à l'article 20 du Statut du Régime des pensions.

Cotisations à recevoir: cotisations exigibles pour la période de cotisation de l'exercice mais reçues après le 31 décembre.

Couverture du risque de change: Conformément à ses principes en matière de placements, le Régime s'efforce de limiter l'exposition au risque de change sur les instruments de la dette, car ce risque n'est en théorie pas compensé à long terme et ces instruments jouent un rôle stabilisateur permettant de réguler l'instabilité à court terme du portefeuille et d'enregistrer des gains de rééquilibrage. Lorsqu'il investit dans des actifs de dette libellés en d'autres devises que le franc suisse, le Régime couvre donc le risque de change. Techniquement, cette opération implique de recourir à des contrats à terme, dans le cadre desquels les deux parties conviennent d'échanger un montant fixe libellé dans une devise contre le même montant libellé dans une autre devise, à un taux de change prédéfini, à une date future. Si la devise utilisée pour le placement se déprécie et entraîne des pertes sur le portefeuille, les instruments de couverture compensent une partie de ces pertes. La couverture peut avoir un coût, qui est largement basé sur les différences entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs des devises respectivement concernées.

Erreur de poursuite (EP): écart type de performance du portefeuille par rapport à l'indice de référence. Il sert à mesurer le degré de risque du portefeuille par rapport à son indice de référence. Cette mesure ne doit pas être confondue avec le risque absolu; même s'il a un très faible degré de volatilité, un portefeuille peut être très risqué en raison de la nature sous-jacente du marché sur lequel il est investi. Pour un mandat de gestion indexée, l'erreur de poursuite est généralement inférieure à 0,8. Un mandat pour lequel le chiffre serait plus élevé serait considéré comme actif. EP = erreur de poursuite sur trois ans.

Frais actuariels: honoraires facturés par l'actuaire-conseil pour la prestation de services actuariels.

Frais administratifs: frais engagés pour l'administration générale du Régime des pensions. Ils n'incluent pas les coûts du Secrétariat du Régime, qui sont à la charge de l'OMC (article 5 f) du Statut du Régime).

Frais de consultation: honoraires facturés par l'analyste financier/le conseiller en placement.

Frais de gestion: honoraires versés pour la gestion des portefeuilles de l'OMC.

Gestion active des placements: mode de gestion de portefeuille consistant à placer les avoirs d'une manière différente de l'indice de référence pour obtenir des rendements supérieurs à l'indice. Les inconvénients de ce mode de gestion sont des frais de gestion et des coûts de transaction plus élevés et le risque d'une sous-performance notable.

Gestion indexée: mode de gestion de portefeuille visant à obtenir les rendements de l'indice de référence sous-jacent en reproduisant exactement la composition de cet indice ou en s'en rapprochant autant que possible à tout moment. Ce mode de gestion diffère d'une gestion active dans la mesure où il est beaucoup moins coûteux et ne tient pas compte des vues, des prévisions ni des avis du gestionnaire.

Impôt à la source récupérable: impôt perçu à la source par les autorités fiscales nationales, qui est récupérable après le 31 décembre 2019. L'impôt à la source récupérable découle du fait que le Régime est considéré comme une entité exonérée d'impôt en raison de son lien à l'OMC. En tant qu'organisation internationale, l'OMC est exonérée de la plupart des impôts nationaux, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le droit de timbre fédéral et l'impôt sur les intérêts rapportés par les placements. Chaque année, le Régime adresse aux autorités suisses et autres autorités nationales des demandes de remboursement d'impôt. Il arrive parfois que certaines juridictions nationales ne reconnaissent pas automatiquement l'exonération fiscale du Régime, auquel cas une action administrative et politique d'envergure est souvent nécessaire pour que cette exonération soit pleinement reconnue.

Intérêts sur les validations et intérêts sur les restitutions: intérêts versés au titre de l'article 20 d) et 20 e) du Statut du Régime des pensions.

Organisation, cotisations additionnelles: cotisations additionnelles versées par l'Organisation pour compenser le coût actuariel additionnel dû aux cessations de service anticipées de participants à la suite de restructurations.

Prêts privilégiés: instruments à revenu fixe à taux variable destinés à des emprunteurs de moindre qualité, qui ont priorité de rang dans la structure du capital des sociétés émettrices et sont garantis par les avoirs de la société qui emprunte.

Ratio d'information (RI): surperformance du gestionnaire par rapport à l'indice de référence divisé par l'erreur de poursuite du portefeuille. Ce ratio sert à mesurer la compétence du gestionnaire. En général, un ratio de plus de 0,30 démontre qu'il est compétent. RI = ratio d'information sur trois ans.

Recettes échues: recettes acquises mais non reçues au cours de l'exercice.

Rééquilibrage: réalignement de la répartition du portefeuille du Régime sur la stratégie. Un processus prédéfini identifie les éléments de déclenchement et autres aspects opérationnels (par

exemple temporels) des mesures de rééquilibrage. Les règles sont approuvées par le Comité et appliquées automatiquement. Ce mécanisme tire parti des excès inévitables des marchés financiers.

Réévaluation monétaire: représente l'ajustement des soldes au 31 décembre 2019 des comptes bancaires libellés en monnaies étrangères au taux de change du 31 décembre 2019. Cet ajustement provient d'une part de la variation des taux de change sur les soldes, en début d'année, des comptes bancaires libellés en monnaies étrangères ainsi que sur les mouvements enregistrés sur ces mêmes comptes en cours d'année au cours applicable au moment de la transaction.

Rendement pondéré par le temps: indicateur du rendement composé. Il permet de réduire l'effet de distorsion des entrées et sorties et de comparer les rendements des gestionnaires de fonds et leurs indices de référence respectifs. Le rendement pondéré par le temps est très semblable au rendement géométrique moyen.

Restitution: inclusion, dans la période de cotisation, de la période de cotisation antérieure d'un ancien participant qui recouvre la qualité de participant.

Statut et Règlement administratif: Statut et Règlement administratif adoptés par le Conseil général le 16 octobre 1998, tels que modifiés par le Conseil général le 1^{er} décembre 2005, le 28 juillet 2009, le 26 octobre 2011, le 30 novembre 2015, le 7 décembre 2016 et le 26 juillet 2017.

Taux de rendement: variation en pourcentage de la valeur du portefeuille sur une période déterminée, compte tenu du revenu des placements et de la variation de la valeur de marché du portefeuille. Il est exprimé en tant que taux annuel équivalent. Le taux de rendement nominal est le rendement financier des actifs avant prise en compte de l'inflation (calculée sur la base de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation en Suisse). Le taux de rendement réel est le taux de rendement nominal moins la variation de l'IPC suisse. Le terme "brut" signifie que le rendement est calculé avant déduction des frais liés aux placements, tandis que le terme "net" désigne le rendement incluant tous les frais liés aux placements. Le taux de rendement réel cible est le taux de rendement réel à long terme que le Régime doit obtenir pour pouvoir honorer ses engagements.

Titres assurantiels: instruments financiers dont la valeur est déterminée par les primes d'assurance et les événements générateurs de pertes. Les titres assurantiels permettent aux compagnies d'assurance/de réassurance de conclure des contrats de transfert de risque avec les investisseurs sur le marché des capitaux, en vertu desquels l'investisseur offre une garantie en échange du versement d'une prime. Selon que le risque se matérialise ou non, la garantie est utilisée ou restituée à l'investisseur, et la prime est ajustée pour l'échéance suivante.

Validation: définie à l'article 2 v) du Statut du Régime des pensions de l'OMC comme l'inclusion dans la période de cotisation d'une période de non-cotisation qui a précédé le commencement de la participation.

ANNEXES

ANNEXE 1 NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Conformément à l'article 14 a) du Statut du Régime des pensions, l'unité de compte du Régime des pensions est le franc suisse. Pour des raisons pratiques, les taux de change effectivement pratiqués pour les opérations de l'ONU sont utilisés pour convertir les autres monnaies en francs suisses, sauf dans le cas des portefeuilles de placements pour lesquels les taux indiqués à l'appendice G ont été utilisés aux fins de l'évaluation.

2. L'exercice comptable va du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3. Conformément à l'article 13 du Statut du Régime et à la règle A.8 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé d'assurer la sécurité et la probité financières du Régime et en particulier le maintien de l'équilibre actuariel, les contrôles financiers et la tenue des comptes.

4. Conformément à l'article 5 e) du Statut du Régime et à la règle C.1 du Règlement intérieur, le vérificateur extérieur des comptes, à savoir le vérificateur extérieur des comptes de l'OMC, procède chaque année à la vérification des comptes du Régime. Les dispositions du chapitre XI ("Vérification extérieure des comptes") et l'appendice ("Mandat additionnel régissant la vérification extérieure des comptes") du Règlement financier de l'OMC s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la vérification des comptes.

État des recettes et des dépenses

5. Le Régime des pensions a enregistré un bénéfice sur titres de 71,9 millions de CHF, qui a été sa principale source de recettes en 2019. Le rendement nominal ainsi enregistré a été de 12,6%, soit 12,4% en termes réels si on tient compte de l'inflation suisse. Le rendement a dépassé la cible à long terme du Régime de 3,5% et a nettement augmenté par rapport à l'année précédente. Malgré ces bons résultats, la conjoncture actuelle reste difficile et les professionnels des placements sont fermement convaincus que, dans les années à venir, il sera plus difficile d'obtenir des rendements élevés dans le contexte actuel de taux d'intérêts bas.

6. Les cotisations régulières reçues de l'Organisation et des participants se sont chiffrées à 29,1 millions de CHF, soit un peu plus que l'année précédente. En outre, en 2019, l'Organisation a versé 1,5 million de CHF de cotisations additionnelles, ce qui représente le coût actuariel généré par les cessations de service anticipées de participants à la suite de restructurations. Les transferts d'autres organisations ont diminué, mais ils peuvent fluctuer chaque année car ils représentent les actifs amenés par les nouveaux participants qui transfèrent leurs droits de pension d'une autre organisation.

7. Le total des cotisations au Régime a été encore supérieur au total du versement des prestations périodiques et forfaitaires en 2019. Toutefois, les prestations versées en 2019 ont dépassé celles de l'année précédente d'environ 2,5 millions de CHF. Les prestations périodiques se sont élevées à 24,2 millions de CHF et les prestations forfaitaires à 4,0 millions de CHF.

8. Le Régime a reçu 0,3 million de CHF de remboursements de demandes d'indemnités au titre de son assurance décès et invalidité. La prime acquittée pour cette assurance est restée de 1,0 million de CHF en 2019. Les frais de placement et autres frais administratifs ont légèrement augmenté pour s'établir à quelque 0,9 million de CHF.

9. Les placements et autres frais administratifs sont présentés plus en détail à l'appendice B, "Répartition des dépenses". Les coûts engagés pour assurer le secrétariat du Régime des pensions sont pris en charge par l'OMC et ne sont pas comptabilisés comme un coût pour le Régime. Le secrétariat se compose d'un secrétaire à temps partiel et de trois fonctionnaires à temps plein. En 2019, les dépenses de personnel se sont élevées à 596 557 CHF, y compris les traitements et les prestations. De plus, le secrétariat ne verse aucun loyer pour ses bureaux, pour les ordinateurs ou pour les services de téléphone. Le coût de ces derniers est estimé à 27 168 CHF selon la méthode de comptabilisation des coûts de l'OMC.

Bilan

10. La valeur des actifs a augmenté principalement en raison des plus-values découlant des placements enregistrées en 2019. Les liquidités et quasi-liquidités, qui représentent la trésorerie détenue pour la gestion des opérations du Régime, s'est établie à 27,5 millions de CHF en 2019, contre 23,0 millions de CHF en 2018. Cette progression est principalement due à la constitution d'une réserve pour acquitter les engagements de capitaux dans le nouveau fonds immobilier européen détenu par le Régime.

11. Les impôts à la source récupérables se sont élevés à 2,5 millions de CHF en 2019, soit une nette hausse par rapport à 2018 (1,1 million de CHF). Cette évolution s'explique principalement par l'identification et le reclassement des impôts à la source acquittés sur le marché international qui étaient auparavant considérés comme des recettes sacrifiées, après la vérification extérieure des comptes du Régime effectuée en 2018. Le secrétariat du Régime des pensions continuera de demander le remboursement de ces impôts à la source, mais il est peu probable qu'il récupère la totalité des montants.

ANNEXE 2 PRINCIPES DU RÉGIME DES PENSIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS

1. En vertu de l'article 13 du Statut du Régime des pensions et de la règle A.9 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé de veiller à la sécurité des placements de tous les avoirs du Régime, de formuler la politique en matière de placements après avoir pris l'avis de spécialistes et de désigner des gestionnaires de placements pour mettre en œuvre cette politique.

2. Des produits dérivés peuvent être utilisés à des fins de couverture, dans le cadre du mandat de placement dans des titres internationaux à revenu fixe couverts, s'ils permettent d'atteindre l'objectif du Régime plus efficacement que la négociation directe de titres sous-jacents. Les instruments dérivés utilisés pour ce type de mandat sont limités aux contrats à terme sur devises, aux instruments à terme, aux options couvertes sur obligations et aux options sur taux d'intérêt. Les positions d'endettement et les positions courtes nettes ne sont pas autorisées.

3. En 2013, le Comité de gestion a approuvé un ensemble unifié de lignes directrices en matière de placements afin d'énoncer de façon plus précise l'approche du Régime à l'égard des placements. Un résumé de ces lignes directrices, qui a été communiqué aux participants et bénéficiaires du Régime, figure ci-après.

Résumé de l'approche du Régime des pensions de l'OMC en matière de placements

Placements à long terme

4. Le Régime des pensions de l'OMC est un investisseur à long terme car ses engagements sont sur le long terme et que les comportements et décisions qui se fondent sur une perspective à long terme ont plus de chance de réussir. Cet accent mis sur le long terme repose sur la conviction – étayée par une analyse des placements passés – que, à long terme, les rendements du marché ont tendance à refléter les performances économiques des actifs.

5. Cette orientation à long terme permet au Comité de gestion d'utiliser efficacement son temps en mettant l'accent sur les décisions en matière de placements qui ont un impact important sur le rendement du portefeuille sans perdre de temps lorsque le résultat est aléatoire ou que l'impact à long terme est négligeable.

6. Conscient de la nature peu fiable des prévisions à court ou à moyen terme et des pertes qui risquent d'en découler, le Comité de gestion ne veut pas "anticiper" les fluctuations à court terme des marchés. Les paris sur l'évolution à court ou à moyen terme des marchés financiers risquent de convertir des pertes temporaires en une dépréciation irréversible du capital.

Risque en matière de placements

7. Le Régime des pensions de l'OMC doit se préoccuper du risque de dépréciation irréversible du capital. Les pertes non récupérables réduisent de manière irréversible la capacité future de générer des entrées. Par exemple, l'argent prêté à un emprunteur qui ne peut pas honorer pleinement sa dette entraînera non seulement une dépréciation irréversible du capital mais compromettra aussi sa capacité à générer à l'avenir des revenus.

8. La volatilité des prix est souvent considérée comme une mesure du risque de placement. Cependant, la volatilité ne permet pas de mesurer le risque de placement à long terme et ne présente une menace pour les investisseurs à long terme que si ces derniers en ont mal apprécié l'importance. C'est ainsi que si le cours des actions d'une entreprise diminue rapidement de 50%, la volatilité atteindra des sommets. Par contre, si la perspective à long terme de l'entreprise n'a pas changé, le risque pour les investisseurs se trouve grandement réduit et non accru. Les investisseurs doivent

donc se concentrer sur la perspective à long terme et non sur la volatilité des prix qui est fonction des marchés.

9. L'évaluation d'un actif en affecte le rendement futur. Par conséquent, l'évaluation des actifs est un risque qui peut produire des dommages comparables à une perte de capital irréversible. C'est en ce sens qu'elle doit être suivie de manière permanente.

10. Le suivi de l'évaluation ne revient pas à tenter de prédire l'évolution à court terme des prix des marchés mais à apprécier la rentabilité potentielle à long terme d'un placement compte tenu de ses caractéristiques actuelles.

Répartition des actifs

11. La répartition des actifs est la source principale de rendement du portefeuille. Une attention particulière sera donc accordée à la définition et à la mise en œuvre de la "répartition stratégique des actifs" du Régime des pensions de l'OMC.

12. Chaque catégorie d'actifs dans le portefeuille doit générer un revenu mesurable et doit contribuer à accroître la valeur des actifs du Régime des pensions de l'OMC. Cet accroissement doit reposer sur des facteurs économiques fiables et identifiables. Le rendement potentiel de chaque catégorie d'actifs peut être apprécié sur la base de ces facteurs appropriés.

13. Le Régime des pensions de l'OMC continuera d'appliquer le principe d'une diversification adéquate car les rendements escomptés de telle ou telle catégorie d'actifs peuvent mettre longtemps à se matérialiser et parce que la non-corrélation des différents actifs contribue à atténuer la volatilité et par conséquent à éviter les décisions irréflechies.

14. Les catégories d'actifs et les structures financières qui ne produisent pas de revenu, qui manquent de transparence ou qui utilisent un effet de levier important ne sont pas adaptées au Régime des pensions de l'OMC. Les produits de base, les fonds spéculatifs, le capital-risque ainsi que les produits structurés sont donc exclus des placements du Régime des pensions de l'OMC.

15. Le Régime des pensions de l'OMC cherche à éviter de modifier la répartition des actifs sur la base de perspectives et de prévisions à court terme: trop souvent, ces changements ne font qu'accroître les coûts. Les modifications de la répartition des actifs ne se justifient que lorsqu'elles sont motivées par des changements importants dans les caractéristiques mesurables des placements du Régime dans une catégorie d'actifs ou par des changements fondamentaux du passif ou de la structure du Régime.

Style de gestion

16. L'objectif du processus de mise en œuvre est de se conformer aussi étroitement que possible à la stratégie de placement tout en minimisant les coûts et en évitant les risques indus.

17. Pour appliquer la répartition stratégique du Régime des pensions de l'OMC, le Comité de gestion a surtout recours à des véhicules ou portefeuilles indexés.¹ Les indices seront sélectionnés avec le

¹ Les véhicules indexés visent à générer un rendement égal à celui d'un indice du marché.

plus grand soin de manière à ce qu'ils soient véritablement représentatifs de la catégorie d'actifs dans lesquels la stratégie du Régime des pensions de l'OMC prévoit d'investir.

18. Le choix d'une gestion passive se fonde sur l'observation que, au fil du temps, la gestion active a donné de moins bons résultats, est moins diversifiée, moins prévisible et plus coûteuse. De plus, la gestion active se base dans la plupart des cas sur une perspective à court terme.

19. Le Régime des pensions de l'OMC peut recourir à une gestion active lorsque la gestion passive n'est pas possible ou lorsque des raisons tangibles et clairement identifiables donnent à penser que la gestion active est mieux adaptée.

20. Dans l'ensemble, le Régime s'efforcera de réduire au minimum les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de placement. Ces risques incluent, sans s'y limiter, le risque d'une gestion active, les risques de crédit indus et le risque lié à la structure juridique.

Rééquilibrage

21. Le Régime des pensions de l'OMC adopte une approche anticyclique grâce à un mécanisme de rééquilibrage annuel systématique visant à faire en sorte que le poids des actifs reste aligné sur la répartition stratégique.

22. Le rééquilibrage systématique est un moyen efficace qu'a le Régime de maintenir une exposition stable aux marchés tout en tirant parti de la volatilité de ces derniers.

Coût et conflits d'intérêts

23. La sensibilité aux coûts fait partie intégrante de la stratégie de placement. Il faut maintenir les coûts à un niveau aussi bas que possible sans compromettre la capacité du Régime d'atteindre ses objectifs.

24. L'offre de services ou de produits d'investissement est essentiellement déterminée par les intérêts financiers des fournisseurs et non par les investisseurs. Le Comité de gestion veillera donc tout particulièrement à choisir des solutions en matière de placements correspondant à sa stratégie et à ses objectifs. Le Régime des pensions de l'OMC évitera les véhicules pour lesquels le responsable des placements est rémunéré en fonction de la performance.²

25. Les lignes directrices en matière de placements adoptées par le Comité de gestion visent à générer des rendements durables et à promouvoir des décisions rationnelles même en période de tension et d'incertitude économiques. Ces lignes directrices sont régulièrement revues pour s'assurer qu'elles restent adaptées à la structure et à la situation du Régime.

² Ces arrangements sont injustes pour les investisseurs à cause de l'asymétrie du risque et du bénéfice.